

Cet avant-projet de loi pose plusieurs questions

L'avis du Conseil d'Etat serait fort utile

1. Sur le plan du droit:

- un Etablissement Scientifique Fédéral peut-il être un parastatal et selon quelles conditions: la gestion des collections et la direction du musée doivent normalement être réglée uniquement par des scientifiques, ce qui n'est pas le cas ici, presque tous les postes à responsabilité étant tenus par des administratifs (A2,A3 et A4, et non SW2, SW3 ou SW4)
- L'article 35 du projet de loi (30 décembre 2001) abroge-t-il uniquement la loi de création du musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire (MRA) en tant que service de l'Etat à gestion séparée. Ou abroge-t-il le MRA comme ESF et comme entité?

L'article 14 paragraphe 2 supprime le mot même de "Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire"

Il paraît gênant par ailleurs de rassembler sous une seule loi la dissolution de l'Institut des Invalides de guerre, ce qui est une chose, de la création d'un Parastatal, qui en est une autre (le reliquat "section mémoriel de l'INIG") étant en effet une entité représentant seulement 1/10 du personnel et des budgets de ce Parastatal.

2. Sur le plan politique

Nous pensons d'une manière générale qu'il existe un réel péril pour le Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire, non pas seulement en ce qu'il est comme établissement à gestion séparée,

mais aussi dans tout ce qu'il représente en terme d'image pour la Belgique, état fédéral, et comme symbole de la défense commune de tous les Belges.

En effet,

- le Musée disparaît de la liste des ESF au profit du parastatal
- le Musée disparaît en tant que service de l'Etat à gestion séparée (article 35 du projet de loi (30 décembre 2001)).
- Le Musée doit céder la gestion des collections de l'Etat à un parastatal dont les membres du conseil d'administration ne sont majoritairement ni scientifiques, ni pourvu d'une expérience muséale conséquente.

Le tout est masqué par la création d'une coupole (ce parastatal) dont le but, louable, est de réaliser des économies d'échelle par le regroupement des institutions à vocation historique (MRA) ou mémorielle (section mémoire des Invalides de Guerre, fort de

Breendonck) et par une minuscule entité de coordination (3 personnes du Pôle historique).

Ce parastatal prétend commencer par la réforme du musée, devenu un simple site parmi d'autres, ce qui est la porte ouverte à la dispersion du patrimoine commun au profit de sites n'appartenant pas à l'Etat, et qui risquent donc d'être instrumentalisés, détournés au profit d'intérêts partisans.

Or ce Musée royal représente 80 % du personnel, 90 % de la dotation et 99,9 % des collections de ce parastatal

Et surtout, il est situé à Bruxelles, territoire linguistiquement neutre

Cet avant-projet de loi pose plusieurs questions

La réforme est censée faire réaliser des économies d'échelle:

- Pourquoi dès lors utiliser un bâtiment de l'Ecole militaire, à rénover à grands frais (2,3 M° Euro), alors que la vingtaine de personnes de l'INIG et les 3 personnes du Pôle historique peuvent être accueillies dans les bureaux du Cinquantenaire?

2,3 M° d'Euro, c'est la somme nécessaire pour rénover les salles 14-18, qui attendent depuis plus de dix ans .

La réforme via un Parastatal retire l'argent du Musée tenu en réserve non affectée (2,5 M° d'Euro): Non affectée: ne s'agit-il pas précisément de l'argent nécessaire pour commencer la réforme de l'institution?

Que est ce principe général qui détrouse une saine gestion? pour mieux affaiblir l'institution et l'obliger à accpeter les choix imposés par un partenaire privé? Le Ministre de la défense annonce le 31 mai 2016 (séance parlementaire) que "ces interventions structurelles permettront de libérer 20 M° Euro. Ce montant doit servir à terme à réaliser les investissements indispensables au Musée royal de l'Armée": comment est-ce calculé, et où sont-ils ces 20 M°, quand on en retire déjà 2,5 M° (réserve Musée) et en dépense 2,3 M° à l'Ecole militaire? **Cela grève de quelques années les bénéfices financiers réels créés par cette réforme.**

Ce même ministre avance que, en terme de partenariat public-privé, "le musée néerlandais (de Soesterberg) constitue à cet égard un modèle à suivre": en sommes-nous sûrs? L'équipe de conservateurs que a été rencontrée par ses collègues de l'équipe scientifique du musée, et elle semble beaucoup plus nuancée: le contrat passé les lie pour les 25 prochaines années, sans guère de possibilité d'aménagement des expositions, et en démultipliant les raisons de conflit liés à l'exploitation: l'équilibre budgétaire demande 400 à 500.000 entrées/an: impossible pour un pays de 15 M° d'habitants et un musée à vocation purement nationale.

- Fournir des listes de “topstukken” est aujourd’hui imposé à l’ensemble des ESF par la secrétaire d’Etat Elke Sleurs: ceci a également été demandé au Musée royal de l’Armée. Pourquoi un tel inventaire?
pour mieux disloquer les collections? Pour réaliser la rénovation sur le site du Cinquantenaire? Réduire l’exposition à quelques objets, que le scénographe privé se fera encore un plaisir de réduire à quasi-rien comme à Soesterberg...?

Des gestionnaires des collections existent dans le musée. On peut se poser la question de savoir si c’est à un partenaire privé à avoir le choix de définir ce qui doit ou ne doit pas être exposé: tout n’est pas question de liste de pièces, mais d’aménagement: ce dernier devrait se plier le mieux possible aux besoins, au caractère inédit du discours engendré par l’originalité des collections. Raconter universellement les mêmes conflits, de la même manière, dans tous les musées militaires du monde, n’est pas très original. Les collections du Musée royal de l’Armée de Bruxelles parlent d’histoire de Belgique, mais aussi d’Histoire de l’Europe: une chance inouïe offerte par les collections elles-mêmes, quand on sait que la plupart des musées militaires, ailleurs dans le monde, sont focalisés sur leurs seules armées.

Il faut une connaissance de l’objet assez poussée pour combiner toutes les collections de référence du musée royal de l’armée.

Rien de communautaire?

Article 3 paragraphe 4 supprime le mot même de “Musée royal de l’Armée et d’Histoire militaire”

N’est-ce pas là la volonté de faire disparaître un symbole? Le Parastatal ne peut-il pas garder en son sein l’entité “Musée royal de l’Armée”? On prétend que oui, mais pour quel motif sinon idéologique veut-on supprimer le plus possible la référence au royaume de Belgique? “War Heritage Institute”...

Pour quel motif veut-on vider Bruxelles de ses collections au profit de sites qui n’appartiennent souvent pas ou plus à la Défense?

Sous prétexte qu’il faut le rénover en une seule fois, on fermerait le Cinquantenaire pendant 5 à 10 ans, tandis que la région de Bruxelles souffre précisément de l’impact des attentats terroristes? Et on aurait ainsi le prétexte pour déposer les collections dans ses réserves, situées pour l’essentiel en Flandre.

Pourquoi la liste des sites propres à la Défense n’est-elle pas publiée dans ce projet de loi? Car elle contient uniquement des sites déjà gérés par le MRA

(Bastogne, voué à fermer, le Boyau de la Mort et le Mont Kemmel), hormis Breendonk. **Donc Pas besoin de Parastatal**

- **MAIS on parle d'une liste des sites en concession? Brasschaat**, fief du ministre NVA de l'Intérieur, et **Leopoldsburg**, fief de Wouter Beke (CD-NV), Eben-Emael et Loncin.

Comme Breendonk, Eben-Emael et Loncin sont des forts, qui ne peuvent pas accueillir, vu l'exiguïté et surtout l'humidité (question de conservation) de nombreuses pièces.

Le "Gun Fire" de Brasschaat, qui est en réalité une réserve du Musée mise en valeur, n'existe déjà aujourd'hui, comme Léopoldsburg, que grâce aux objets du Musée royal de l'armée, mais celui-ci, bien qu'institution appartenant à la Défense, se voit facturer comme un tiers le déplacements des objets mis en réserve là-bas pour revenir à Bruxelles. Qu'est-ce que c'est que ce racket? Comment comprendre autrement le fait que les réserves du musée fédéral et dépôt soient majoritairement en Flandre (12800 à 15.000 pièces, contre 680 à 3.000 en Wallonie) et y sont paralysées par cette surfacturation?

Les sites dits "associés" (Bastogne, Waterloo, Mons, Namur) **sont cités pour mémoire, car ils ne possèdent pas les moyens financiers de payer les assurances nécessaires au dépôt à des tiers.**

Ne restent donc que deux sites, tous deux en Flandre, sur lesquels le Pôle Historique travaille déjà exclusivement (**voir annexe de sa présentation "Powerpoint"**), mais qui ne peuvent se développer rapidement qu'en ayant des collections disponibles. Actuellement il y a déjà 12.800 pièces en Flandre, contre 680 en Wallonie: le transfert continuera-t-il, sachant que par décret, la région flamande peut bloquer au bout de 4 ans tout ce qu'elle considère comme "topstukken" y compris patrimoine national? Un avion transporteur C-119 du Musée est déjà, Moniteur belge du à l'appui, bloqué à Melsbroeck pour cette raison. **C'est cela, le patrimoine que l'on prétend maintenir patrimoine national?**

DES LORS:

Tout ceci démontre que le parastatal agit finalement à l'encontre des intérêts de l'Etat, en supprimant les moyens financiers thésaurisés pour la réforme des salles (2,5 M°) alors que précisément, ce parastatal est là pour rénover prioritairement le site du Cinquantenaire. Par contre, selon "l'Echo", 2,3 M° d'Euro seront dépensés pour des bureaux inutiles, le site pouvant accueillir la grosse vingtaine de personnes qui rejoignent les 187 membres du Musée royal de l'armée.

Sur le plan politique: LA FUSION est donc plus productive en terme d'image et de promotion du pays, et financièrement plus rentable

Une fusion de

- la partie mémorielle de l'INIG (moins de 30 personnes, 800.000 Euro dotation)

- du Musée royal de l' Armée (187 personnes, 12,7 M° Euro (dont les frais de personnel, soit 3M° Euro réellement disponibles)
- du fort de Breendonck
- du Pôle historique (3 personnes)

permettrait de conserver les avoirs: le MRA a l'autonomie de gestion, et les 2,5 M° d'Euro conservés grâce à son autonomie de gestion s'avèrent suffisants pour entamer une partie de sa réforme.

L'institution (parastatal ou musée) a besoin

- **de place d'expositions à Bruxelles**, qui sont potentiellement disponibles sur le Cinquantenaire (il peut récupérer 4000 m2 rien qu'en rénovation 2 cours actuellement à ciel ouvert, et un petit palais, quasiment vide depuis 1921).
- **de réserves à Bruxelles**

Et pas d'un centre de direction rénové à grands frais (2,3 M° d'Euro) dont le seul coût couvrirait – au sens littéral du terme- des espaces sur le site du Cinquantenaire, ou des réserves sur le canal de Willebroeck.

PARASTATAL de type B

Musée royal de l'armée
d'histoire militaire

Section "Mémoire"
des Invalides de guerre (I.N.I.G.)

Fort de Breendonck Pôle
historique

Personnel

187

40

*→ 25 vers le
parastatal*

10

2

Dotation:

12,7 M° Euro

1,1 M° Euro

0,250 M°

0,2

Collections:

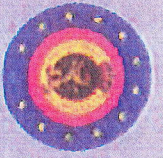
120.000

0

50

0

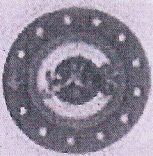
*(sans
doute
en plus)*



De Historische Pool van Defensie (HPD)

Franky BOSTYN
Coördinator





DEFENSE
LA DEFENSE

ANDERE OPDRACHTEN

4. Erfgoed bij eenheden
 - POC voor eenheden bij vragen over erfgoed
 - identificeren en waarderen van collecties
 - zoeken naar oplossingen voor bedreigde collecties
 - collectie Korea-vrijwilligers
 - collectie 4 RCI (huidige CC Noord)
5. Ontwikkeling van sites
 - project Brasschaat
 - project Leopoldsburg
6. Contacten met lokale, regionale, nationale en internationale partners

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

Welzijn, Volksgezondheid en Gezin

[2012/204912]

Verlenging erkenning schuldbemiddeling

Bij de besluiten van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Gezin van 20 juli 2012 wordt het volgende bepaald :

- 1) De erkenning van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van Diest als instelling voor schuldbemiddeling, wordt verlengd voor een periode van zes jaar met ingang van 15 april 2013.
- 2) De erkenning van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van Hechtel-Eksel als instelling voor schuldbemiddeling, wordt verlengd voor een periode van zes jaar met ingang van 16 maart 2013.
- 3) De erkenning van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van Riemst als instelling voor schuldbemiddeling, wordt verlengd voor een periode van zes jaar met ingang van 15 april 2013.
- 4) De erkenning van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van Sint-Laureins als instelling voor schuldbemiddeling, wordt verlengd voor een periode van zes jaar met ingang van 25 maart 2013.
- 5) De erkenning van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van Tiel-Winge als instelling voor schuldbemiddeling, wordt verlengd voor een periode van zes jaar met ingang van 16 maart 2013.
- 6) De erkenning van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van Zoersel als instelling voor schuldbemiddeling, wordt verlengd voor een periode van zes jaar met ingang van 16 maart 2013.

VLAAMSE OVERHEID

Welzijn, Volksgezondheid en Gezin

[2012/204913]

Verlenging erkenning schuldbemiddeling

Bij de besluiten van de secretaris-generaal van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Gezin van 25 juli 2012 wordt het volgende bepaald :

- 1) De erkenning van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van Hoogstraten als instelling voor schuldbemiddeling, wordt verlengd voor een periode van zes jaar met ingang van 13 januari 2013.
- 2) De erkenning van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van Destelbergen als instelling voor schuldbemiddeling, wordt verlengd voor een periode van zes jaar met ingang van 15 april 2013.

VLAAMSE OVERHEID

Cultuur, Jeugd, Sport en Media

[2012/204935]

Definitieve opname van roerende goederen in de lijst van het cultureel erfgoed van de Vlaamse Gemeenschap

Bij besluit van de Vlaamse minister van Leefmilieu, Natuur en Cultuur van 9 juli 2012 betreffende de definitieve opname van roerende goederen in de lijst van het roerend cultureel erfgoed van de Vlaamse Gemeenschap wordt bepaald :

Artikel 1. De volgende roerende goederen worden als definitieve maatregel opgenomen in de lijst van het roerend cultureel erfgoed van de Vlaamse Gemeenschap in hoofdafdeling 1, individuele voorwerpen; afdeling 2, historisch erfgoed :

- | | | | |
|----|----|----------------------|--|
| 1° | a) | korte beschrijving : | Fairchild C-119G "Flying Boxcar", tweemotorig transportvliegtuig, bouwjaar 1947 (VSA). Lengte 26,37 meter, spanwijdte 33,30 meter, hoogte 8,08 meter. Registratiecode OT-CAJ, CP-10. Serienummer 51.2701; |
| | b) | motivatie : | in totaal verlieten 1 112 exemplaren de montageband. Het kenmerkende silhouet met de dubbele staarbomen was decennialang in het Belgisch luchtruim te zien. Dit vliegtuig is tevens bekend als transportvliegtuig dat historische missies naar Belgisch Kongo ondernam. In 1973 kwam een einde aan de Belgische carrière van de Boxcar. Dit is het enige toestel nog in Vlaanderen bewaard (zeldzaam); |
| | c) | bewaarplaats : | Melsbroek, Kwartier "Groenveld"; |
| | d) | eigendomssituatie : | overheidsbezit; |

- 2° a) korte beschrijving: SV-4A OO-GWC, serienummer 1. Lesvliegtuig, tweedekker. Ontwerp Stampe & Vertongen, Frans fabricaat, bouwjaar 1945. Lengte: 6,80 meter, spanwijdte 8,38 meter, hoogte 2,77 meter;
- b) motivatie: deze Stampe is een uitermate zeldzaam toestel: het is het eerste en oudste exemplaar van dit type. In tegenstelling tot vele andere toestellen van de Franse productielijn is dit toestel niet voorzien van een Renault-motor, maar wel van een Britse Gipsy Major. Sinds 1992 is het in België ingeschreven en vliegvaardig gemaakt. Het vertegenwoordigt een bijzondere waarde voor het collectieve geheugen: ondanks het feit dat het in Frankrijk gebouwd werd, illustreert het toestel het succes van dit ontwerp, afkomstig uit de Antwerpse vliegtuigfabriek Stampe & Vertongen;
- c) eigendomssituatie: privébezit;
- 3° a) korte beschrijving: SV-4B OO-EIR/1144. Lesvliegtuig, tweedekker, ontwerp Stampe & Vertongen, Belgisch fabricaat, bouwjaar 1948. Lengte 6,80 meter, spanwijdte 8,38 meter, hoogte 2,77 meter;
- b) motivatie: de oudste nog vliegende SV-4B in de correcte kleuren van de Belgische Luchtmacht geschilderd waarmee het op 18 augustus 1948 werd afgeleverd. Tijdens zijn carrière heeft het vliegtuig nooit zware schade geleden en is bijgevolg in belangrijke mate origineel. De testvlucht gebeurde in handen van Jean Stampe. De tweedekker heeft een bijzondere waarde voor het collectieve geheugen als het opleidingstoestel bij uitstek van de Belgische luchtvaart;
- c) eigendomssituatie: privébezit;
- 4° a) korte beschrijving: Topsy Trainer OO-EOT. Eermotorig sportvliegtuig met duozit, open cockpit. Lengte: 6,6 meter, spanwijdte 9,5 meter. Groot-Brittannië, 1946;
- b) motivatie: de Topsy B is een geesteskind van de ontwerper Ernest Oscar Tips (geboren te Tielrode in 1893). Deze speelde een zeer voorname rol in één van de belangrijkste Britse vliegtuigfabrieken van het Interbellum. Hij was chief engineer in de Fairey Aviation Company, en zorgde mee voor de inplanting van een Belgisch filiaal in Gosselies, dat voor en na de Tweede Wereldoorlog een belangrijke leverancier was van vliegtuigen aan de Belgische Luchtmacht en de civiele luchtvaart. Tips ontwierp een aantal toestellen die zijn naam droegen: onder meer de Topsy Nipper, de Topsy S en de Topsy B. Van deze laatste werden er voor de Tweede Wereldoorlog in Gosselies 21 exemplaren gebouwd (in Zweden staat nog één Belgisch exemplaar tentoongesteld) en kort na de oorlog werd de productie in Groot-Brittannië hervat. Van de Britse Topsy B zijn er nog drie luchtwaardig: de G-AFWR, G-AISB en de OO-EOT. Deze OO-EOT is een interessante herinnering aan een ontwerper van eigen bodem. In 2007 ontving het toestel de prijs voor "Best Belgian Vintage" en "Oldest Vintage Aircraft". Het is het enige toestel van dit type dat ingeschreven werd in het Belgische Luchtvaartregister;
- c) eigendomssituatie: privébezit.

Art. 2. De volgende verzameling van roerende goederen wordt als definitieve maatregel opgenomen in de lijst van het roerend cultureel erfgoed van de Vlaamse Gemeenschap in hoofdafdeling 2, verzamelingen; afdeling 2, historisch erfgoed:

- a) korte beschrijving: Jan Olieslagerscollectie: deze verzameling memorabilia van de legendarische luchtvaartpionier Jan Olieslagers bevat kledij, bekens, sculpturen, medailles, instrumenten en vliegtuigonderdelen. De collectie bevat 23 items, als vermeld in de bijlage die bij dit besluit is gevoegd;
- b) motivatie: Jan Olieslagers (Antwerpen, 1883, Berchem, 1942) was eerst beroemd als wielrenner en motorrijder vooraleer hij zich in de vliegerij begaf. Met zijn vergaard fortuin schafte hij zich in 1909 bij Louis Bleriot een ééndekker aan waarmee hij in 1909 aan de Antwerpse Vliegweek deelnam. Als piloot behaalde hij diverse records. Tijdens de Eerste Wereldoorlog vocht hij als jachtpiloot en behaalde hij zes officiële overwinningen. Na de oorlog speelde hij een instrumentale rol in de oprichting van een luchthaven voor de metropool, die in Deurne gevestigd werd. Deze collectie heeft aldus een bijzondere waarde voor het collectieve geheugen met betrekking tot het oorlogsvoering in de lucht voor Vlaanderen (de pionierstijd en de exploten van de volksheld Jan Olieslagers). Ook de schakelfunctie is belangrijk voor de ontwikkeling van de luchtvaart voor de Eerste Wereldoorlog;
- c) eigendomssituatie: privébezit.

Gecoördineerde versie van het Topstukkendecreet:

24 JANUARI 2003. — Decreet houdende bescherming van het roerend cultureel erfgoed van uitzonderlijk belang (Belgisch Staatsblad 14 maart 2003) (1)

30 APRIL 2009. — Decreet tot wijziging van het decreet van 24 januari 2003 houdende de bescherming van het roerend cultureel erfgoed van uitzonderlijk belang (Belgisch Staatsblad 8 juni 2009) (2)

Het Vlaams Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Decreet houdende bescherming van het roerend cultureel erfgoed van uitzonderlijk belang.

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt een gemeenschapsaangelegenheid.

Art. 2. In dit decreet wordt verstaan onder :

1° beschermd voorwerp : een roerend goed dat, of een verzameling die, wegens de archeologische, historische, cultuurhistorische, artistieke of wetenschappelijke betekenis ervan in de lijst van het roerend cultureel erfgoed van de Vlaamse Gemeenschap werd opgenomen;

2° verzameling : een geheel van roerende goederen die vanuit archeologisch, historisch, cultuurhistorisch, artistiek of wetenschappelijk oogpunt bij elkaar horen;

3° lijst : de lijst van het roerend cultureel erfgoed van de Vlaamse Gemeenschap, samengesteld krachtens artikel 3, § 1;

4° Raad : de Raad voor het behoud van het roerend cultureel erfgoed, opgericht krachtens artikel 4;

5° aanvrager : de eigenaar of zijn aangestelde;

6° binnen de Vlaamse Gemeenschap : in het Nederlandse taalgebied of in instellingen gevestigd in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, die wegens hun activiteiten moeten worden beschouwd uitsluitend te behoren tot de Vlaamse Gemeenschap;

7° buiten de Vlaamse Gemeenschap : buiten het Nederlandse taalgebied en buiten de instellingen gevestigd in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, die wegens hun activiteiten moeten worden beschouwd uitsluitend te behoren tot de Vlaamse Gemeenschap.

Art. 3. § 1. De Vlaamse regering stelt de lijst van het roerend cultureel erfgoed van de Vlaamse Gemeenschap vast. In deze lijst worden alle roerende goederen alsook alle verzamelingen opgenomen die wegens hun archeologische, historische, cultuurhistorische, artistieke of wetenschappelijke betekenis voor de Vlaamse Gemeenschap, binnen de Vlaamse Gemeenschap behouden moeten worden.

§ 2. Wat de roerende goederen betreft die reeds beschermd zijn op grond van het decreet van 3 maart 1976 tot bescherming van monumenten en stads- en dorpsgezichten of op grond van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 4 maart 1993 inzake het behoud van het onroerende

Art. 10. De kosten voor conservatie [gewijzigd 30-04-09], behoud en restauratie van definitief beschermde voorwerpen komen in aanmerking voor subsidiëring, overeenkomstig de regeling en de toekenningsvoorwaarden die de Vlaamse regering vaststelt.

De Vlaamse regering bepaalt de aard van de subsidiabele kosten en stelt het subsidiepercentage vast, rekening houdend met de aard van het beschermde voorwerp en het juridisch statuut van de eigenaar, bezitter, of houder. Het subsidiebedrag van de Vlaamse Gemeenschap kan niet hoger zijn dan 80 % van de subsidiabele kosten.

De subsidie komt toe aan de eigenaar, bezitter of houder van het beschermde voorwerp die de kosten van de conservatie [gewijzigd 30-04-09], behoud en/of de restauratie draagt en die voldoet aan de toekenningsvoorwaarden.

De staat, de gemeenschappen, de gewesten en de openbare instellingen die onder hun toezicht staan, met uitzondering van de onderwijsinstellingen, komen voor deze subsidieregeling niet in aanmerking.

De subsidie is niet cumuleerbaar met andere bijdragen, subsidies of premies die met dezelfde bestemming worden toegekend door de staat, de gemeenschappen of de gewesten.

HOOFDSTUK V. — *Het buiten de Vlaamse Gemeenschap brengen van beschermde voorwerpen*

Afdeling I. — Toestemming

Art. 11. § 1. Het is verboden een beschermd voorwerp buiten de Vlaamse Gemeenschap te brengen zonder de toestemming van de Vlaamse regering.

De Vlaamse regering bepaalt de wijze waarop de aanvraag moet gebeuren, alsook de inhoudelijke vereisten waaraan deze aanvraag moet voldoen. Het niet-naleven van de opgelegde formele en inhoudelijke vereisten heeft de onontvankelijkheid van de aanvraag tot gevolg. De Vlaamse regering zendt de onontvankelijke aanvraag binnen vijftien werkdagen na ontvangst terug naar de aanvrager met vermelding van de reden.

§ 2. De Vlaamse regering geeft of weigert deze toestemming binnen twee maanden na de ontvangst van aanvraag. Ze kan die toestemming aan een aantal voorwaarden onderwerpen die echter nooit van die aard mogen zijn dat ze een feitelijk verbod opleggen. De aanvrager wordt per aangetekend schrijven van de beslissing van de Vlaamse regering op de hoogte gesteld.

Afdeling II. — Verwerving

Art. 12. Indien de Vlaamse regering de toestemming om een beschermd voorwerp buiten de Vlaamse Gemeenschap te brengen, weigert, dan kan de aanvrager, binnen één maand na ontvangst van de weigering, de Vlaamse regering aangetekend verzoeken om zelf een aanbod te formuleren of om een door haar aangewezen derde een aanbod te laten formuleren.

Art. 13. § 1. De Vlaamse regering of de door haar aangewezen derde, binnen één maand na ontvangst van het in artikel 12 bedoelde verzoek, per aangetekend schrijven met de aanvrager in onderhandeling over de verwerving van het beschermd voorwerp.

§ 2. Indien de Vlaamse regering of de door haar aangewezen derde, binnen de in § 1 vastgestelde termijn het verzoek van de aanvrager uitdrukkelijk afgewezen heeft, of, de onderhandelingen niet aangevat heeft, dan wordt alsnog een toestemming verleend om het beschermd voorwerp buiten de Vlaamse Gemeenschap te brengen. Deze toestemming wordt verleend binnen vijftien dagen na verzending van de beslissing tot afwijzing of na verloop van de termijn.